

QUESTIONS PREALABLES

23-1-64

RECONNAISSANCE EVENTUELLE DE LA CHINE COMMUNISTE PAR LA FRANCE -

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, la séance est reprise.

Nous poursuivons ce matin l'étude du budget 1964, mais auparavant nous avons à étudier une question préalable de M. le Conseiller J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM, relative à la reconnaissance éventuelle de la Chine communiste par le Général de Gaulle, question préalable que nous avons décidé, lors d'une précédente séance, de reporter à celle d'aujourd'hui.

L'auteur de la question préalable n'est pas encore arrivé, mais je pense qu'il ne va pas tarder et que nous pouvons entamer la discussion sur ce sujet, ce matin.

M. Alfred POROI : M. le Président, nous avons cette question préalable sous les yeux et je demanderai à l'Assemblée Territoriale si la discussion ne pourrait pas être reportée à une séance de la semaine prochaine.

M. Frantz VANIZETTE : M. le Président, lors du dépôt de cette question préalable, certains de nos collègues avaient formulé la même demande que M. le Conseiller Alfred POROI. En fin de compte, nous nous sommes mis d'accord pour la discuter aujourd'hui. Nous en discuterons donc aujourd'hui, car je crois qu'il y a une certaine urgence à laquelle tient l'auteur de cette question préalable. Il serait bon, à mon avis, de suspendre la séance quelques instants pour lui permettre d'arriver en séance et lui soumettre la question de M. le Conseiller POROI. Ce serait la moindre des choses que l'auteur de la question préalable soit présent avant d'entamer la discussion ou de décider d'un report.

oOo

M. le Conseiller Rudolf BAMBRIDGE entre en séance.

oOo

LE PRESIDENT : Pas d'objection à ce que la séance soit suspendue ?...

La séance est suspendue.

oOo

La séance est suspendue quelques instants.

oOo

M. le Conseiller J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM entre en séance.

oOo

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, la séance est reprise.

M. le Conseiller CERAN-JERUSALEM, nous avons suspendu quelques instants la séance en attendant votre arrivée, pour entamer la discussion sur votre question préalable relative à la reconnaissance éventuelle de la Chine communiste par la France.

M. J.-B. Moitarauri CERAN-JERUSALEM : M. le Président, je m'excuse d'être en retard.

D'autre part, M. le Conseiller Gérard COPPENRATH a demandé de surseoir à la discussion de cette question jusqu'à ce qu'il soit lui-même présent en séance.

LE PRESIDENT : Nous ne pouvons quand même pas suspendre tout le temps la séance ! A la suite de l'intervention de M. le Conseiller Gérard COPPENRATH, j'essaie justement d'ouvrir les séances à l'heure ...

M. Alfred POROI : Je réitère ma demande de tout à l'heure, à savoir si l'Assemblée Territoriale accepterait de reporter la discussion de cette question préalable à une séance de la semaine prochaine.

LE PRESIDENT : Que décide l'auteur de la question préalable ?

M. J.-B. Moitarauri CERAN-JERUSALEM : Reporter cette question préalable à la semaine prochaine, c'est essayer de la reporter aux calendes grecques. L'affaire est urgente, la décision du Général de Gaulle devant être connue d'ici le 30 janvier. D'autre part, si nous la reportons à une séance ultérieure, encore à cette date elle n'aurait plus de raison d'être. Il y a déjà si peu de temps entre la discussion de la question préalable et la reconnaissance de la Chine communiste par la France, qu'il sera de plus en plus difficile au Gouvernement local d'appliquer ce qui est demandé dans cette question préalable.

M. Alfred POROI : La reconnaissance de la Chine communiste par la France n'est pas encore annoncée officiellement !

D'autre part, nous aimerions savoir ce que dira le Général de Gaulle dans sa conférence du 31 janvier. Il est donc préférable de reporter cette question à une séance prochaine.

M. Frantz VARIZEMPE : M. le Président, si vous suivez de près les nouvelles, vous vous apercevrez que déjà la nomination d'un ambassadeur à Pékin est prévue; un nom a même été cité et l'Agence France Presse annonce que le Général de Gaulle ne fera que commenter la reconnaissance qui aurait été faite antérieurement. Or, je partage les soucis de notre collègue M. le Conseiller CERAN-JERUSALEM : notre intervention locale intervient après cette reconnaissance, elle perdra naturellement beaucoup de son efficacité. L'auteur de la question préalable dit que c'est surtout en raison de ses conclusions qui sont très précises qu'il voudrait transmettre cette proposition avant la reconnaissance de la Chine communiste par la France.

Je ne veux pas discuter sur le fond de la question préalable; je ne partage pas tout à fait ses conclusions, mais, pour d'autres raisons, j'aimerais qu'elle soit transmise avant la reconnaissance officielle de la Chine communiste par la France, ne serait-ce que pour attirer l'attention du Gouvernement central. Je le répète, ce n'est pas forcément pour adopter les conclusions contenues dans présente question préalable.

M. J.-B. Moitarauri CERAN-JERUSALEM : M. le Président, M. le Conseiller Gérard COPPENRATH avait demandé de renvoyer la discussion à une autre séance, c'est-à-dire à celle d'aujourd'hui, que celle-ci intervienne autant que possible lorsqu'il sera présent.

D'autre part, je sais qu'il s'est penché sur cette affaire depuis le moment où cette proposition a été présentée ici à l'Assemblée Territoriale.

M. Alfred POROI : Je maintiens ma question, à savoir si l'Assemblée Territoriale accepte de reporter la discussion de cette question préalable à la séance de la semaine prochaine.

M. Rudolf BAMERIDGE : Je m'excuse, M. le Président, je n'étais pas présent lorsque la séance a débuté et j'aimerais savoir si l'on a déjà procédé au vote sur le principe de la discussion de cette question préalable ? Si oui, nous pouvons continuer à en discuter.

M. J.-B. Hoitarsuri CERAM-JERUSALEM : La discussion a été admise, elle doit être continuée aujourd'hui. Si vous ne voulez pas attendre l'arrivée de M. le Conseiller Général COPPENRATH, je demanderais à ce qu'on entame tout de suite la discussion.

Malgré tout, M. le Conseiller COPPENRATH a dit qu'il sera présent dans un moment et je pense que nous devons entendre ses remarques. Il serait donc que l'Assemblée Territoriale accepte de surseoir à la discussion sur cette question jusqu'à son arrivée.

M. John TEARIKI : M. le Président, la question sur laquelle nous sommes aujourd'hui est très importante et je demanderai une suspension de séance pour que nous puissions consulter nos camarades.

LE PRESIDENT : Une suspension de séance est demandée. Qu'en pensent les membres de l'Assemblée Territoriale ?

M. Rudolf BAMERIDGE : Je demande également une suspension de séance pour permettre au Secrétariat de me transmettre le dossier d'une question préalable a été adoptée à l'unanimité, il y a quelque deux ou trois ans.

LE PRESIDENT : Pas d'objections ?...

La séance est suspendue.

oOo

Suspendue à 8 heures 55, la séance est reprise à 9 heures.

oOo

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, la séance est reprise.

M. Alfred POROI : Je maintiens ma proposition et demande à ce que la discussion soit reportée à une séance de la semaine prochaine.

M. Gaston DELNE : J'appuie volontiers l'intervention de notre collègue M. le Conseiller POROI.

M. Frantz VANIZETTE : Les auteurs de cette proposition ont-ils prévu de la séance à laquelle nous pourrions discuter de cette affaire ?

M. Alfred POROI : Je répète ce que j'ai déjà dit tout à l'heure. J'ai voulu connaître ce que dira le Général de Gaulle dans sa conférence sur ce sujet et j'attends de même la reconnaissance officielle de la Chine par la République Française.

M. Frantz VANIZETTE : M. le Président, étant donné que notre session se termine le 29 de ce mois, que la conférence du Général de Gaulle est prévue pour le 31 de ce même mois, c'est renvoyer cette affaire à une prochaine session. Je regrette beaucoup ce renvoi, non pas que je tiens à la discuter immédiatement mais parce que j'estime opportun de faire connaître avant cette reconnaissance l point de vue local. Si la discussion avait eu lieu et en apportant des arguments qui ne sont personnels d'ailleurs, j'aurais proposé, ne serait-ce que pour information et sans que la conclusion de la proposition soit formellement adoptée par l'Assemblée Territoriale, j'aurais proposé, disais-je, de signaler à la Métropole que le problème à Tahiti était tout à fait différent, que nous avons une forte minorité chinoise dans le Territoire et qu'il fallait tenir compte une nouvelle fois d'une situation particulière à Tahiti. C'est dans ce sens que je regrette le renvoi de la discussion et non pas pour prendre des décisions formelles. Puisque c'est la majorité qui le décide, nous constatons que cette affaire ne sera pas ée durant cette session !

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : Comme je l'ai dit tout à l'heure le report de ma question préalable équivaudrait exactement à un renvoi aux calendes grecques, à un refus de la discussion de cette question. M. le Conseiller Frantz VANIZETTE vient d'apporter des précisions : 29 janvier, fin de l'actuelle session et j'ai l'impression qu'il n'y aura pas d'autre session extraordinaire de si tôt.

La conférence du Général de Gaulle portera sur les effets internationaux de cette reconnaissance, alors que, par ma question préalable, je refuse justement d'entrer dans les incidences internationales. Je veux qu'on discute de cette affaire sur le plan purement polynésien, sur ses conséquences immédiates pour le Territoire de la Polynésie Française. Cette question doit être débattue avant même la reconnaissance de la Chine communiste par la France. Mais si l'Assemblée Territoriale votait toutefois pour le renvoi de ma question préalable à une séance non cisée, cela équivaudrait, pour ma part, à un rejet de celle-ci; et je me gardera bien de la représenter après le 31 janvier.

M. Rudolf BAMBRIDGE : Je dois dire que cette question a déjà été, non seulement évoquée, mais étudiée par l'Assemblée Territoriale en 1959, par une question préalable déposée par M. le Conseiller Jacques DROLLET et qui avait été adoptée à l'unanimité, question préalable qui, ensuite, a fait l'objet d'une démarche du Président de l'Assemblée Territoriale auprès de M. le Ministre SOUSTELLE lorsque dernier était venu ici.

La position de l'Assemblée était très nette : elle était en faveur d'une assimilation de la minorité chinoise. Cette question a été reprise ensuite le 5 décembre 1961 par une question préalable que j'avais moi-même déposée et dont j'ai le texte sous les yeux. Nous avons même alors demandé la suppression des écoles chinoises et l'assimilation aussi rapide que possible de cette minorité chinoise. La discussion était très intéressante; M. le Conseiller J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM avait émis son avis en faveur de cette question, ainsi que M. le Conseiller Jacques DROLLET. Nous avons invité une fois de plus l'Administration et le Conseil de Gouvernement à prendre des mesures en vue de ces assimilations, d'aboutir en faveur de la suppression des écoles chinoises, ensuite, non pas préciter, mais accentuer l'assimilation et faciliter les formalités pour l'octroi de la nationalité française à ceux qui la demandaient. Et depuis, plus rien, aucune nouvelle, aucune réponse de l'Administration.

Par contre, lorsque M. le Conseiller J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM dit que les partis locaux n'ont jamais précisé leur politique à l'égard de la question chinoise, je dis que non. L'Assemblée, qui représente l'intégralité des populations politiques de ce pays, a pris position pour l'assimilation, une fois pour toute et cela à plusieurs reprises. J'estime qu'il n'y a plus aucun problème; il suffi

simplement de demander à l'Administration locale de faire un effort et de se débarrasser de sa léthargie car, pour beaucoup de questions que nous lui envoyons, elle n'a pas le geste peu d'empressement à les résoudre dans le sens indiqué par l'Assemblée Territoriale.

M. Prantz VANIZETTE : M. le Président, je reprends la dernière partie de l'intervention de M. le Conseiller Rudolf BARNERIDGE.

En effet, il est indéniable que cette question préalable reflète les préoccupations de l'Assemblée Territoriale, dont il a été fait état à maintes reprises au cours des discussions des années précédentes. Ceci étant pour l'Assemblée Territoriale.

Mais, même si l'Assemblée Territoriale, par une majorité, rejette cette question, n'empêche que les préoccupations restent et, comme l'a dit M. le Conseiller BARNERIDGE, elles devraient être surtout celles du Conseil de Gouvernement. Il a été alerté en 1959 une première fois, en 1961 une deuxième fois et maintenant la troisième fois.

Avant le renvoi de cette question préalable, j'aimerais savoir si le Conseil de Gouvernement est préoccupé oui ou non par cette question, et quelles sont ses intentions ?

M. Pierre HUNTER, Conseiller de Gouvernement : Depuis 1959, et avant, le problème chinois, qui a préoccupé l'Assemblée Territoriale et le Conseil de Gouvernement, a suscité auprès des services administratifs des études et des recherches approfondies. Depuis 1959, et après l'adoption par l'Assemblée Territoriale de diverses questions préalables relatives au problème chinois, si le Conseil de Gouvernement n'a pas répondu jusqu'à maintenant, il n'en reste pas moins que ses préoccupations sont celles de l'Assemblée.

En ce qui concerne l'accès à la nationalité française, quatre moyens de parvenir sont applicables :

- par filiation,
- par naissance,
- par mariage,
- par naturalisation.

Jusqu'à présent il y a 1200 Chinois français par filiation et environ 320 naturalisés.

Aujourd'hui, l'Assemblée Territoriale est saisie par l'un de ses membres d'une question préalable concernant la reconnaissance de la Chine communiste par la France. Je vous dirai que cette question a été le Gouvernement local qui, de ce côté, s'est réuni en conférence, il y a deux ou trois jours, pour se pencher sur ce problème.

En ce qui concerne l'installation d'un consulat - si c'est bien un consulat qu'il s'agit, alors que dans la presse et à la radio on parle de l'installation d'un chargé d'affaires - le Conseil de Gouvernement ne peut pas décider d'assurance si un consulat ou un bureau de chargé d'affaires pourra être installé en Polynésie Française. Ce problème relève du Pouvoir Central et plus particulièrement du ressort du Ministre des affaires étrangères.

D'autre part, en ce qui concerne le problème d'assimilation de la population chinoise, il faut bien le dire, il s'agit d'abord de leur accorder la nationalité française.

En fin de compte, je tiens à vous signaler que nous ne pouvons rester insensibles à ce problème.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : M. le Conseiller de Gouvernement Pierre HETTEL vient de dire qu'il n'est question que d'un chargé d'affaires. Je lis qu'une dépêche de l'Agence France-Presse annonce que M. Jean CHAUVEL, ambassadeur de France à Londres, pourrait devenir à titre provisoire ambassadeur à Pékin.

M. Frontz VANIZETTE : Je remercie M. le Conseiller de Gouvernement de ses explications. En ce qui concerne la reconnaissance et la naturalisation, nous connaissons ce droit français. Mais la question n'est pas là. Nous ne parlons pas de ceux qui ont la possibilité d'être Français, nous parlons de la minorité étrangère qui, avec les moyens actuels de naturalisation, ne peut pas acquérir la nationalité française.

Et ici, la question est posée et c'est pour cette raison qu'elle revêt un caractère d'urgence. Maintenant, avant la reconnaissance de la Chine communiste - c'est ce que l'auteur de la question préalable a voulu certainement, je ne veux pas ouvrir sa pensée, mais je suppose que c'est cela - l'auteur de la question préalable a voulu, une nouvelle fois, attirer l'attention du Gouvernement sur ce problème de la minorité chinoise qui, il faut bien le dire, n'a jamais été vraiment abordé de face. On a toujours employé des moyens qui sont ni plus ni moins, que des faux-fuyants - et nous en avons l'exemple aujourd'hui puisqu'une nouvelle fois nous ne voulons pas ouvrir le débat qui, malgré tout, semble bien ouvert sur cette affaire.

Ce que je voudrais savoir, c'est :

1^{re}) Est-ce que le Conseil de Gouvernement partage les préoccupations de l'auteur de la question préalable ;

2^{de}) Ce qu'il compte faire auprès des autorités centrales ?

LE PRÉSIDENT : Une proposition a été faite par M. le Conseiller Alfred POROI.

M. Alfred POROI : Je veux préciser qu'il n'est pas dans mon intention de rejeter cette proposition de M. le Conseiller CERAN-JERUSALEM, mais, au contraire, d'en faire une étude très approfondie pour être renseignés sur cette question. C'est pour cette raison que je demande le renvoi de l'examen de cette proposition à une séance ultérieure.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : Parce que, depuis 1959, on n'a pas eu le temps de se renseigner sur cette question qui a été abordée, c'est sûr, mais qui n'a jamais été tranchée complètement. M. le Conseiller Rudolf BAMBRIDGE nous l'a signalé tout à l'heure, et je dis : oui, cette question a été abordée par l'Assemblée Territoriale, mais n'a jamais été tranchée. Il y a toujours eu des faux-fuyants, et, aujourd'hui encore, c'est un nouveau faux-fuyant en voulant renvoyer cela après la conférence de presse, c'est-à-dire aux calendes grecques. Et plus personne ne présentera la question, ce sera fini, à peine discutée, et terminée... Je demande à la discuter aujourd'hui, et je considère que tout nouveau report de cette question est un refus d'entrer dans la discussion de cette affaire.

M. Rudolf BAMBRIDGE : M. le Président, je pense qu'il ne faudrait pas que nous jouions à la politique de l'autruche, en ce qui concerne cette question importante, qui a déjà fait en 1959 et 1961 l'objet d'un vœu unanime de l'Assemblée Territoriale.

Le problème est celui de la disparition de cette minorité. Elle peut pas disparaître en la jetant dans l'eau ou en l'égorgeant, mais en l'assimilant. Or, le problème de l'assimilation réside dans l'octroi de la nationalité française; et c'est le seul remède, il n'y en a pas 36.

M. le Conseiller de Gouvernement Pierre HUNTER faisait allusion à différents moyens. Il en a annoncé 5, n'en donne que 4, et en fait nous ne retenons que 3, car la filiation et la naissance sont deux choses pratiquement similaires. La nationalité de filiation est donnée par la mère ou par le père, ou les deux conjointement.

La nationalité de mariage est un cas tout à fait exceptionnel et qui n'a lieu que dans un sens, c'est-à-dire lorsqu'un étranger épouse une personne de nationalité française. C'est un cas exceptionnel.

Ensuite, le cas typique - et pour lequel nous demandons à l'Administration de pousser depuis des années, sans qu'il y ait d'effort de son côté - celui de la naturalisation. La naturalisation devrait être accordée aussi facilement que possible à toutes les personnes nées dans le Territoire, qu'elles soient d'origine anglaise, portugaise ou même russe, et chinoise. Nous ne pouvons pas connaître que ces Chinois - si on supprimait leurs écoles comme nous l'avons fait il y a deux ou trois ans - deviendraient plus facilement assimilables et que disparaîtrait aussi, plus facilement.

Depuis deux ou trois ans, il y a un léger affaiblissement dans l'octroi de la nationalité française. Il suffit de voir les journaux officiels qui paraissent tous les 15 jours, pour s'apercevoir que, de plus en plus, des ressortissants chinois deviennent Français. Mais ceci est encore trop restreint et trop lent. Il faudrait le découpler de façon à pouvoir absorber rapidement tous les Chinois nés dans le Territoire, et, une fois qu'ils auraient acquis la nationalité française, il n'y aurait plus de problème.

Le problème qui nous préoccupe aujourd'hui, celui de la reconnaissance de la Chine communiste par la France, ne nous inquiéterait plus si l'Administration avait répondu aux sollicitations faites par l'Assemblée depuis déjà plusieurs années. Je reviens encore à dire que l'Administration ne tient absolument pas compte des demandes que lui adresse l'Assemblée.

Je ne partage pas l'intégralité de la proposition de M. le Conseiller CÉRAN-JERUSALEM; mais en ce qui concerne la conclusion finale de dresser, le 30 janvier, les listes des étrangers, il faudrait choisir une procédure plus favorable et plus large pour les Chinois.

La plupart d'entre eux ne sont pas encouragés à faire des demandes de naturalisation, car ils savent très bien qu'elles seront rejetées sous prétexte qu'ils n'ont pas assez de diplômes. Car on octroie la nationalité française à celui qui a des connaissances particulières de la langue française, et qui a des titres universitaires ou scolaires.

D'autres, parce qu'ils sont commerçants, et automatiquement ont fait partie des commerçants de la ville et même des personnalités administratives, savent qu'ils ne veulent devenir français que par intérêt personnel. Bien entendu, celui qui veut devenir français, le fait uniquement par intérêt personnel, mais qu'il estime que la nationalité française est beaucoup plus glorieuse que la nationalité chinoise. Il estime que cela lui donnera des avantages sociaux et matériels. Il n'y a pas à les rejeter parce qu'ils le font par intérêt personnel.

J'ai toujours des cas particuliers professionnels, et nous regrettons qu'on ne soit pas plus large.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : Pour répondre à MM. les Conseillers Rudolf BAMBRIDGE et Frantz VANIZETTE, je dois dire tout d'abord que j'ai relevé le problème, et ce problème - reconnaissez-le avec moi - contient une question uniquement humaine d'étrangers chinois qui aimeraient être français, et qui se heurtent à un tas de complications dans notre pays, dit Territoire d'Outre-Mer de la République Française, complications qui n'existent pourtant pas en France - et même à l'étranger.

Car, en France métropolitaine, un étranger né dans un pays français a la faculté, à sa majorité, d'opter pour la nationalité de son choix. Maintenant, si certains membres de l'Assemblée Territoriale veulent apporter des modifications à la proposition annexée à ma question préalable, je suis prêt à accepter toutes les modifications que la majorité accepterait à son tour.

M. Alfred POROI : C'est pour cette raison que je demande à reporter la discussion de cette question préalable à une autre séance, pour pouvoir en faire une étude très approfondie.

M. Rudolf BAMBRIDGE : Peut-on savoir à quelle date aura lieu la prochaine séance de l'Assemblée Territoriale.

LE PRESIDENT : L'Assemblée siégera tous les jours, jusqu'au 29 janvier.

M. Rudolf BAMBRIDGE : Donc, demain matin.

M. Alfred POROI : Je propose la semaine prochaine, mercredi.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : Je m'en remets à la décision de l'Assemblée Territoriale.

LE PRESIDENT : Etes-vous d'accord pour reporter la discussion de cette question préalable à la séance du 29 janvier ?

M. Rudolf BAMBRIDGE : Si cette discussion est reportée à la séance de mercredi, nous pourrions y porter éventuellement des modifications, avec l'accord de l'auteur de la proposition.

M. Alfred POROI : Je suis d'accord.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : L'Assemblée Territoriale accepterait-elle tout de même de transmettre cette question au Gouvernement, pour que celui-ci effectue son étude d'ici mercredi. De cette façon, le Gouvernement ne pourra pas nous répondre qu'il n'a pas eu le temps de faire d'étude de son côté.

M. Alfred POROI : Je suis d'accord pour une transmission au Gouvernement local afin de connaître son avis.

LE PRESIDENT : Nous allons donc transmettre la question préalable de M. le Conseiller CERAN-JERUSALEM au Gouvernement local.

M. Frantz VANIZETTE : Je crois que c'est une bonne chose. Pouvons-nous être sûrs de l'inscription à l'ordre du jour de mercredi ?

LE PRESIDENT : Oui, cette question est portée à l'ordre du jour de mercredi.

M. Frantz VANIZETTE : Il est bon de transmettre cette proposition au Gouvernement local, mais j'aimerais bien aussi, puisque nous arrivons à la fin de la reconnaissance de la Chine communiste, que les autorités de Paris soient informées de cette question préalable.

M. Rudolf BAMBRIDGE : Je veux tout simplement ajouter qu'il n'y a aucune étude particulière à faire. L'Administration n'a aucune étude grave à faire sur cette matière. La question est simple, il suffit d'accorder plus libéralement la naturalisation aux personnes de nationalité étrangère qui la demandent. Tout le problème est là. Il n'y a pas d'étude extravagante à faire.

Le seul problème est celui de la suppression des écoles chinoises et pour cela, il suffit d'en prendre la décision.

M. J.-B. Heitarauri CERAN-JERUSALEM : Dans cette affaire de naturalisation que je soulève dans ma question préalable, il n'y a surtout pas à intervenir des hommes politiques locaux pour obtenir plus facilement la naturalisation demandée !

LE PRESIDENT : Comme proposé, nous allons donc transmettre cette question au Conseil de Gouvernement et inscrire la question à l'ordre du jour de la séance de mercredi matin.

M. Alfred POROI : En demandant au Conseil de Gouvernement que les formalités de naturalisation soient d'ores et déjà accélérées.

LE PRESIDENT : Nous le préciserons dans la lettre de transmission. L'Assemblée est-elle d'accord ?

L'Assemblée Territoriale, à l'unanimité, adopte la proposition ci-dessus.

oOo

EXAMEN DU PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 1964 (suite) -

LE PRESIDENT : Nous poursuivons l'étude du projet de budget.

M. le Rapporteur, vous avez la parole.

M. Alexandre LE GAYIC, rapporteur :

SECTION 6

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

CHAPITRE 13

PERSONNEL

Remarques de la Commission : " Une modification a été proposée par la Commission dans la nomenclature de ce Service. C'est ainsi qu'il comprend :
 " l'article 1, un Chef de service des affaires économiques avec un paragraphe
 " Bureau d'études et des statistiques - un paragraphe 2 - Bureau des affaires
 " économiques territoriales et un paragraphe 3 - Bureau du Commerce extérieur
 " figure pour mémoire étant à la charge du budget de l'Etat.